

LE JOUR, 1948
21 décembre 1948

POLITIQUE LIBANAISE

En politique extérieure comme en politique intérieure, la situation du Liban doit faire l'objet d'une révision ; elle attend d'être éclaircie, d'être clarifiée. Les aspects fondamentaux de notre politique, on ne peut plus les séparer l'un de l'autre. La politique des pays voisins, la situation des pays voisins, ont un retentissement accru sur les nôtres. La conjoncture est telle que des événements d'ordre intérieur en Syrie, en Egypte, en Transjordanie, ailleurs, trouve ici un écho profond. Et le peuple pense que la Ligue se débilite, il le voit, il le sait ; et il se rend compte de la nécessité d'une politique consistante et d'un redressement particulier et général.

Il n'y a plus personne pour ignorer que la dispersion des vues et la dispersion des forces ont enlevé à la collaboration nécessaire des pays arabes beaucoup de son mordant et de son poids. De même, il n'y a personne qui ne comprenne que la rupture de l'équilibre actuel dans le Proche-Orient d'Asie et d'Afrique signifierait un appel aux ambitions, aux instincts de désordre, une chute dans l'inconnu. L'heure des idées générales et des idées claires est venue ; l'heure de réfléchir sérieusement, pour soi et pour les autres au besoin, de ne pas se contenter de ces expédients, de ces artifices, de ces fuites verbales qui dissimulent le mal pour un temps mais qui rendent plus difficile, le diagnostic et le retour à l'ordre.

Le Liban doit examiner maintenant sa politique intérieure et sa politique avec les autres et envers les autres. Nous ne risquerons pas de compromettre par quelque légèreté inconsciente ou coupable, ce qui a été édifié au prix de tant d'efforts.

Dans l'affaire palestinienne, nous avons fait notre devoir, tout notre devoir, c'est entendu, montrant souvent plus de clairvoyance et plus d'activité que d'autres, plus considérables que nous sur le plan des forces matérielles, sur le plan du nombre. (A plus d'une reprise nous avons rendu hommage au Président du Conseil qui a fait ce qu'il pouvait à Paris comme à Beyrouth). Dans un domaine tout différent, nous avons eu l'euphorie et les avantages sans prix de la présence de l'UNESCO au Liban et des manifestations qui l'ont entourée.

Tout cela est fort bon et l'UNESCO nous laissera de grands souvenirs. Mais ce ne sont pas les souvenirs, ce n'est aucun appareil qui rétabliront la situation et qui amélioreront la conjoncture.

Maintenant, il faut être présent efficacement au Caire, à Damas à Riad et à Bagdad ; maintenant, avec les pays de la Ligue, il faut agir à Washington, à Londres, à Paris, en vue d'y améliorer une position politique compromise par des cascades d'illusions et d'erreurs ; maintenant surtout il faut prendre fortement en mains la situation intérieure, rapprocher des points de vues c'est-à-dire des hommes, tempérer des discordes, gouverner plus sérieusement, moins pompeusement, administrer plus équitablement, plus proprement et donner à ce pays le moral qu'il faut pour tenir aux heures de crise.

Il y a longtemps que nous voulons cela ; mais si peu d'hommes, dans les milieux qui monopolisent le pouvoir de le réaliser qu'on peut se demander qui le fera. Pourtant, si l'on sortait par hasard un jour du cercle étroit où nous tournons, si l'on s'avisait qu'il y a dans la République d'autres citoyens que ceux qui sont nos amis intimes et dévoués, on verrait plus clair. La Syrie, après une longue et troublante aventure, a fini par un ministère où sur huit ministres il n'y a que deux députés. Le président Kouatly en est arrivé là par nécessité, et les députés en Syrie sont cent vingt et plus. Chez nous il n'y a que cinquante-cinq députés pour fournir un gouvernement à l'Etat. (Pour ne rien dire des missions à l'étranger et des délégations). Sur ce nombre combien sont ministrables, d'autres le savent mieux que nous. Nous accepterions à la rigueur le sort qui nous est fait si la Chambre se faisait respecter comme il le faudrait ; mais, ce que l'Exécutif a fait de la Chambre, ce que la Chambre a fait d'elle-même chacun s'en rend compte. Avec le système du donnant donnant, il est naturel qu'à la fin, lentement mais sûrement, on mette l'Etat en déliquescence.

Au tournant où l'on est, pour le bien du peuple et pour le salut de l'Etat, c'est l'union des meilleurs, c'est une collaboration plus qualifiée, des plus représentatifs qui s'impose. Nous écrivons cela pour les quelques personnalités qui pour avoir fait, volontairement ou involontairement le vide autour d'elles, disposent, à peu près complètement (et non sans danger) des destinées de l'Etat.